

Depuis la rentrée, les signaux négatifs s'amoncellent autour de la première économie européenne. De quoi remettre en cause le modèle de l'austérité allemande.

Et si Arnaud Montebourg avait raison ? Et si l'austérité imposée par l'Allemagne à la France était contre-productive ? **Et si la France devenait la puissance dominante en Europe dans 10 ans ? Difficile à croire. C'est pourtant l'avis du *Daily Telegraph*.**

Pas si malade que ça la France ?

« **La France peut passer pour l'homme malade de l'Europe, mais les malheurs de l'Allemagne sont plus profonds, enracinés dans le dogme mercantile, la glorification de l'épargne pour son propre compte et la psychologie corrosive du vieillissement** » relate le quotidien britannique qui s'appuie sur des experts allemands.

LIRE AUSSI : l'Allemagne est-elle vraiment le modèle à suivre ?

Comme le directeur de l'Institut allemand pour la recherche économique, Marcel Fratzscher qui regrette que l'Allemagne soit emprisonnée dans une « **idée fausse, selon laquelle l'économie se gère comme le budget d'un ménage et se rassure par la flatterie déplacée de ses partenaires étrangers qui regardent rarement sous le capot du moteur allemand.** »

L'équilibre, toujours l'équilibre

« **Depuis des décennies, les erreurs en matière de politique publique se succèdent. Les impôts et les structures sociales ont engendré la chute du taux de fécondité du pays. Le manque d'investissement a aggravé cet état de fait. D'ici cinq ans, il est évident que l'Allemagne se trouvera dans une situation grave et qu'un budget équilibré ne sera pas suffisant pour se défendre. D'ici dix ans, la France sera la puissance dominante en Europe** », poursuit le quotidien, cité par *Courrier International*.

Berlin appelé à investir

Pour les instituts de conjoncture allemands, le « **zéro (déficit) pointé** » est d'ailleurs « **un objet de prestige qui ne fait pas forcément sens économiquement** », estime Ferdinand Fichtner, économiste du DIW berlinois, l'un des quatre instituts qui publient deux fois par an un rapport commun sur l'état de l'économie.

Les experts exhortent Berlin à « **augmenter les dépenses de la puissance publique dans les domaines qui ont le potentiel de contribuer à la croissance** » - les infrastructures, la recherche et l'éducation.

Le FMI, Paris ou Rome ont lancé de longue date des appels dans la même direction, rejoints depuis peu par la Banque centrale européenne (BCE).

LIRE AUSSI : la production industrielle allemande en net recul